

**GUIDE DES PROCÉDURES
D'IMMIGRATION**

Chapitre 4 Procédures d'immigration
Section 4.1 Pouvoir de dérogation

Ministère de l'Immigration,
de la Francisation et de l'Intégration

Préambule

Le Guide des procédures d'immigration a été conçu par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Ministère). Ce guide est destiné au personnel du Ministère. Il est également mis à la disposition du public.

Le Guide des procédures d'immigration est un recueil de directives. Il constitue une source interprétative encadrant la prise de décision relativement aux demandes présentées au ministre. En cas de contradiction entre le texte de la *Loi sur l'immigration au Québec* (RLRQ, chapitre I-0.2.1), ou des règlements édictés en vertu de celle-ci, et celui du Guide des procédures d'immigration, le texte officiel de la *Loi* ou des règlements prévaut en toutes circonstances.

Les renseignements contenus dans le Guide des procédures d'immigration sont mis à jour continuellement.

Les droits d'auteur pour ce document appartiennent au Ministère. Nul ne peut, entre autres, reproduire, adapter, publier, traduire ou communiquer au public par quelque moyen que ce soit ce document, en totalité ou en partie, sans l'autorisation expresse du Ministère.

Table des matières

1. OBJET DE LA SECTION	4
2. PRÉSENTATION.....	4
3. CADRE LÉGAL.....	4
4. L'APPLICATION DU POUVOIR DE DÉROGATION FAVORABLE.....	5
4.1 Le pouvoir de dérogation favorable dans le cadre de la sélection temporaire	6
4.2. Le pouvoir de dérogation favorable dans le cadre de la sélection permanente	6
4.2.1 Processus d'examen d'une demande de sélection permanente en dérogation	6
4.2.2 Éléments examinés dans le cadre d'une sélection permanente en dérogation.....	8
4.2.3 Le cas particulier des aides familiaux résidents	12
4.3 Être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués.....	13
4.3.1 Processus pour être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation ne soient appliqués	13
4.3.2 Éléments examinés dans une lettre demandant d'être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués	14
4.3.3. Le cas des diplomates	14
5. L'APPLICATION DU POUVOIR DE DÉROGATION DÉFAVORABLE.....	16
5.1 Processus d'examen d'une demande de sélection en appliquant le pouvoir de dérogation défavorable	16
5.2 Éléments examinés dans le cadre d'une demande de sélection en dérogation défavorable.....	17

MISE À JOUR DE LA SECTION

Liste par date

1. OBJET DE LA SECTION

La présente section décrit le fonctionnement et les procédures relatives au pouvoir de dérogation du ministre en matière d'immigration temporaire et permanente. Elle présente le cadre légal de ce pouvoir et met l'accent sur les procédures utilisées par le personnel du Ministère pour déterminer son utilisation et rendre des décisions en conséquence.

2. PRÉSENTATION

Le pouvoir de dérogation permet au ministre, sous certaines conditions, de consentir au séjour et de sélectionner une personne ressortissante étrangère même si celle-ci ne satisfait pas à une condition ou ne répond pas à un critère de sélection qui lui est applicable. Il lui permet aussi, sous certaines conditions, de refuser de consentir au séjour et de refuser de sélectionner une personne ressortissante étrangère même si celle-ci satisfait à l'ensemble des conditions prévues par règlement.

Le ministre peut également inviter une personne ressortissante étrangère lui ayant déposé une déclaration d'intérêt à présenter une demande de sélection sans que lui soient appliqués les critères d'invitation.

3. CADRE LÉGAL

Le pouvoir de dérogation est conféré au ministre, qui peut le déléguer. Il est encadré par :

- La [Loi sur l'immigration au Québec \(RLRQ, chapitre I-0.2.1\)](#);
- Le [Règlement sur l'immigration au Québec \(RLRQ, chapitre I-0.2.1, r. 3\)](#);
- Le [Règlement sur la procédure en immigration \(RLRQ, chapitre I-0.2.1, r. 5\)](#).

Articles s'appliquant au pouvoir de dérogation – *Loi sur l'immigration au Québec*

Article 37	Prévoit le pouvoir de dérogation du ministre dans le cadre de l'immigration temporaire.
Article 38	Prévoit le pouvoir de dérogation du ministre dans le cadre de l'immigration permanente.
Article 39	Établit l'obligation du ministre de préciser la nature du motif d'intérêt public lorsqu'il refuse de sélectionner une personne ressortissante étrangère à titre temporaire ou permanent pour motif d'intérêt public dans le cadre de son pouvoir de dérogation.
Article 40	Permet au ministre d'exiger qu'un engagement soit conclu en faveur de la personne ressortissante étrangère lors de sa sélection s'il estime qu'il est nécessaire au succès de son séjour ou de son établissement au Québec.
Article 47	Permet au ministre d'inviter une personne ressortissante étrangère à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation lui soient appliqués.
Article 48	Établit que le gouvernement détermine par règlement les cas dans lesquels le ministre peut déroger aux critères d'invitation pour inviter des personnes ressortissantes étrangères à présenter une demande de sélection permanente.

Articles s'appliquant au pouvoir de dérogation – *Règlement sur l'immigration au Québec*

Article 26	Prévoit une dérogation systématique aux critères d'invitation pour les personnes diplomates qui séjournent au Québec et qui ont déposé auprès du ministre une déclaration d'intérêt.
Article 58	Précise les cas dans lesquels le pouvoir de dérogation peut être appliqué dans le cadre de l'immigration permanente.
Article 118	Prévoit la sélection permanente en dérogation des personnes ressortissantes étrangères ayant présenté une demande de sélection permanente dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés à titre d'aides familiales.

Articles s'appliquant au pouvoir de dérogation – *Règlement sur la procédure en immigration*

Article 6	Prévoit la possibilité de convoquer en entrevue une personne ressortissante étrangère afin de déterminer si les conditions sont réunies pour que la dérogation puisse être appliquée dans le cadre de l'examen de sa demande de sélection.
---------------------------	--

4. L'APPLICATION DU POUVOIR DE DÉROGATION FAVORABLE

Le Chapitre IV de la [Loi sur l'immigration au Québec](#) (LIQ) confère au ministre un pouvoir de dérogation favorable en lui permettant de déroger aux critères ou conditions prévues pour consentir au séjour d'une personne ressortissante étrangère dans le cadre de l'immigration temporaire, ou pour la sélectionner à titre permanent dans le cadre de l'immigration permanente.

L'article 47 de cette loi permet également au ministre d'inviter une personne ressortissante étrangère à présenter une demande de sélection sans que lui soient appliqués les critères d'invitation, sous certaines conditions.

L'utilisation de ce pouvoir discrétionnaire est exceptionnelle et relève de la prérogative du ministre. Ce pouvoir ne peut s'exercer qu'en fonction du profil et des caractéristiques individuelles de chaque personne. Il ne peut donc pas s'appliquer à un groupe d'individus.

4.1 Le pouvoir de dérogation favorable dans le cadre de la sélection temporaire

En vertu de l'article 37 de la LIQ le ministre peut consentir au séjour d'une personne ressortissante étrangère même si celle-ci ne satisfait pas à une condition du programme dans le cadre duquel sa demande est examinée. Cet article établit également que les conditions auxquelles le ministre peut déroger sont prévues par règlement.

Actuellement, le [Règlement sur l'immigration au Québec \(RIQ\)](#) ne prévoit aucune condition à laquelle le ministre peut déroger. De ce fait, le pouvoir de dérogation favorable du ministre ne peut trouver application en matière d'immigration temporaire.

4.2. Le pouvoir de dérogation favorable dans le cadre de la sélection permanente

En vertu de l'article 38 de la LIQ, le ministre peut, dans les cas prévus par règlement du gouvernement, sélectionner à titre permanent une personne ressortissante étrangère (dorénavant "personne") qui ne satisfait pas à une condition ou à un critère de sélection qui lui est applicable lorsqu'il est d'avis, à la suite de l'examen de sa demande, qu'elle pourra s'établir avec succès au Québec.

En vertu de l'article 58 du RIQ, le ministre peut utiliser ce pouvoir lorsqu'il examine une demande présentée dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) ainsi que dans le cadre d'un des trois programmes des gens d'affaires, soit le Programme des investisseurs (PI), le Programme des entrepreneurs (PE) et le Programme des travailleurs autonomes (PTA).

Le ministre peut user de ses pouvoirs de dérogation de son propre chef ou sur demande.

4.2.1 Processus d'examen d'une demande de sélection permanente en dérogation

4.2.1.1 Processus d'examen à l'initiative du ministre

La possibilité d'utiliser le pouvoir de dérogation est examinée à l'initiative du ministre lorsque, dans le cadre de l'examen de la demande de sélection permanente :

- Il est déterminé que la personne ne satisfait pas aux critères et conditions applicables au programme dans lequel la demande a été présentée et;
- La demande est évaluée en fonction des exigences applicables à l'exercice du pouvoir de dérogation sans que la personne en ait fait la demande.

S'il est conclu que la personne peut être sélectionnée en dérogation, un Certificat de sélection du Québec (CSQ) peut être délivré à la personne.

En revanche, si à la suite de l'évaluation il est considéré que la personne ne peut pas être sélectionnée en dérogation, un avis d'intention de refus de sa demande de sélection permanente lui est envoyé. Cet avis l'informe des motifs pour lesquels le refus de la demande de sélection est envisagé et mentionne que, la dérogation ayant été examinée, les éléments présents dans le dossier ne permettent pas de la sélectionner en dérogation. Il indique aussi, sommairement, la raison pour laquelle la personne n'est pas sélectionnée en dérogation.

Si la personne possède des renseignements ou documents pouvant appuyer sa sélection en dérogation et souhaite qu'ils soient considérés dans l'examen de la demande de sélection, elle doit les transmettre à l'intérieur du délai prévu dans la lettre d'intention qui lui est transmise. La personne doit également transmettre les informations et/ou les documents exigés par le Ministère pour répondre à l'intention de refus dans le cadre de l'examen de sa demande de sélection. Les renseignements et documents sont transmis en suivant les instructions de l'avis d'intention.

À la réception de la réponse de la personne, la demande de sélection permanente est examinée de nouveau en tenant compte des renseignements et documents reçus. Il est ensuite déterminé, à la lumière de ceux-ci, si la personne satisfait aux conditions de sélection, ou si elle peut être sélectionnée en dérogation, ou si une autre décision doit être rendue. Une décision est ensuite rendue en conséquence.

La personne est par la suite informée de la décision ainsi que des motifs qui la justifient.

4.2.1.2 Processus d'examen à la demande de la personne

Une personne ressortissante étrangère peut, de son propre chef, demander au ministre d'examiner sa demande de sélection permanente en dérogation lorsqu'elle présente celle-ci.

Pour ce faire, la personne qui présente une demande de sélection permanente dans le cadre du PRTQ, du PI, du PE ou du PTA, inclut dans sa demande les renseignements et documents exigés dans le cadre de la demande de sélection ainsi que ceux pouvant appuyer l'examen de sa demande de sélection permanente en dérogation.

Pour connaître les détails relatifs à la présentation de la demande de sélection permanente dans le cadre du PRTQ, se référer au [site web](#). Si la demande de sélection est présentée dans le cadre

de l'un des trois programmes des gens d'affaires, se référer au site web qui explique comment présenter une demande de sélection permanente en tant qu'[investisseur](#), entrepreneur ([Volet 1 : Entreprise innovante](#); [Volet 2 : Démarrage d'entreprise](#); [Volet 3 : Repreneuriat](#)) ou [travailleur autonome](#), selon le cas.

La demande de sélection permanente est examinée et, si la personne ne satisfait pas aux critères et conditions applicables au programme dans le cadre duquel la demande a été présentée, la demande est examinée en fonction des considérations relatives à l'exercice du pouvoir de dérogation.

S'il est établi que la personne peut être sélectionnée en dérogation, un CSQ peut être délivré à la personne.

Si, en revanche, les renseignements et documents présents dans le dossier ne permettent pas de sélectionner la personne, un avis d'intention de refus de sa demande de sélection permanente lui est envoyé. Cet avis l'informe des motifs pour lesquels le refus de la demande de sélection est envisagé et mentionne que, la dérogation ayant été examinée, les éléments présents dans le dossier ne permettent pas de sélectionner la personne en dérogation. Il en indique aussi, sommairement, les motifs.

Si à la suite d'un avis d'intention de refus, la personne croit posséder des renseignements ou documents pouvant appuyer sa sélection en dérogation et souhaite qu'ils soient considérés dans l'examen de la demande de sélection, elle doit les transmettre en suivant les instructions indiquées dans l'avis d'intention de refus reçu et dans le délai de réponse qui y est prévu. La personne doit également transmettre les informations et/ou les documents exigés par le Ministère pour répondre à l'intention de refus dans le cadre de l'examen de sa demande de sélection.

À la réception de la réponse de la personne, la demande de sélection permanente est examinée de nouveau en tenant compte des renseignements et documents reçus. Il est ensuite déterminé si, à la lumière de ceux-ci, la personne satisfait aux conditions de sélection ou si elle peut être sélectionnée en dérogation ou si une autre décision doit être rendue. Une décision est rendue en conséquence.

La personne est par la suite informée de la décision ainsi que des motifs qui la justifient.

4.2.2 Éléments examinés dans le cadre d'une sélection permanente en dérogation

Comme l'indique l'article 38 de la LIQ, le pouvoir de dérogation du ministre peut être utilisé dans les cas prévus par règlement du gouvernement, lesquels sont établis à l'article 58 du RIQ :

« 58. Le ministre peut sélectionner un ressortissant étranger qui ne satisfait pas à une condition ou à un critère de sélection qui lui est applicable lorsqu'il appartient à la catégorie de l'immigration économique et se trouve dans l'un des cas suivants :

1° il a présenté une demande dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés, du Programme des investisseurs, du Programme des travailleurs autonomes ou du Programme des entrepreneurs, il a un profil exceptionnel ou une expertise unique pour le Québec et, lorsque le programme l'exige, il démontre l'origine licite de l'avoir net dont il dispose avec son époux ou conjoint de fait s'il est inclus dans la demande;

2° il a présenté une demande dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés et il atteint tout seuil éliminatoire prévu par le Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers (chapitre I-0.2.1, r. 4) lors de l'attribution des points à l'égard des facteurs et critères de la Grille de sélection de l'immigration économique de l'Annexe A. »

En vertu de cet article, le ministre peut donc déroger aux conditions ou aux critères de sélection applicables seulement lorsque la personne a démontré qu'elle appartient à la catégorie de l'immigration économique. Tel qu'il est établi à l'article 23 du RIQ, un ressortissant étranger appartient à la catégorie de l'immigration économique s'il est un travailleur qualifié, un investisseur, un entrepreneur ou un travailleur autonome. Ainsi, la personne dont la demande est examinée doit démontrer qu'elle répond à la définition de travailleur qualifié, d'investisseur, d'entrepreneur ou de travailleur autonome selon le programme dans le cadre duquel elle a présenté sa demande de sélection permanente.

En vertu de l'article 31 du RIQ, un **travailleur qualifié** est un ressortissant étranger âgé d'au moins 18 ans qui vient s'établir au Québec pour occuper un emploi et qui remplit les exigences suivantes:

1° il n'est pas pour le compte d'une entreprise sur laquelle le ressortissant étranger exerce un contrôle;

2° il n'est pas dans un secteur inadmissible visé aux articles 1 ou 2 de l'Annexe E;

3° le ressortissant étranger est vraisemblablement en mesure de l'occuper.

Dans le cas des gens d'affaires, les définitions d'investisseur, d'entrepreneur et de travailleur autonomes sont établies aux articles 36, 49 et 47 du RIQ, respectivement :

Article 36 : **Un investisseur** est un ressortissant étranger âgé d'au moins 18 ans qui vient s'établir au Québec pour y investir.

Article 49 : **Un entrepreneur** est un ressortissant étranger âgé d'au moins 18 ans qui vient s'établir au Québec pour y exploiter en société une entreprise qui n'est pas dans un secteur inadmissible visé à l'Annexe E et exercer une part importante du pouvoir d'en gérer les affaires, dans le cadre de l'un des projets d'affaires suivants :

- 1° *Entreprise innovante;*
- 2° *Démarrage d'entreprise;*
- 3° *Repreneuriat.*

Article 47 : **Un travailleur autonome** est un ressortissant étranger âgé d'au moins 18 ans qui vient s'établir au Québec pour exercer une profession, seul ou avec d'autres, avec ou sans aide rémunérée pour autant qu'il:

- 1° *possède le libre choix des moyens d'exécution du travail;*
- 2° *dispose de l'organisation de son travail;*
- 3° *fournit les outils et équipements requis;*
- 4° *assume la majeure partie des tâches spécialisées et;*
- 5° *encaisse les profits et supporte les risques de perte découlant de son travail;*
- 6° *ne l'exerce pas dans un secteur inadmissible visé à l'Annexe E. »*

Outre appartenir à la catégorie de l'immigration économique, l'article 58 du RIQ établit que la personne ressortissante étrangère doit se trouver dans l'un des cas prévus aux paragraphes 1° et 2° du même article.

Le paragraphe 1° de l'article 58 prévoit que la personne ressortissante étrangère doit avoir présenté une demande dans le cadre du PRTQ, du PI, du PTA ou du PE.

Ainsi, le ministre ne peut sélectionner en dérogation une personne qui a présenté une demande de sélection permanente dans le cadre des autres programmes de la catégorie de l'immigration économique, par exemple le Programme de l'expérience québécoise ou l'un des programmes pilotes d'immigration permanente. Également, le ministre ne peut sélectionner en dérogation une personne ressortissante étrangère qui a présenté une demande dans la catégorie de l'immigration humanitaire ou dans le regroupement familial.

De plus, cette personne ayant présenté une demande de sélection permanente dans le cadre du PI, du PTA ou du Volet 2 ou 3 du PE doit démontrer l'origine licite de son avoir net et, le cas échéant, celui de son époux ou épouse ou conjoint ou conjointe de fait. Pour ce qui est du Programme des entrepreneurs, cette exigence s'applique aux demandes présentées dans le Volet 2 – Démarrage d'entreprise, tant pour le profil *Entreprise en démarrage* (article 52 du RIQ, paragraphe 2°) que pour celui d'*Entreprise démarrée* (article 53 du RIQ, paragraphe 2°), ainsi que dans le Volet 3 – Repreneuriat, aussi bien pour le profil *Entreprise en voie d'acquisition* (article 56 du RIQ, paragraphe 1°) que pour celui d'*Entreprise acquise* (article 57 du RIQ, paragraphe 2°).

Enfin, cette personne doit avoir un profil exceptionnel ou une expertise unique pour le Québec. Pour déterminer cet élément, une évaluation spécifique est réalisée dans chaque cas. Par exemple, il peut être considéré, et ce, de façon non cumulative, le fait que la personne :

- A contribué de manière significative à son domaine;

- A joué ou joue un rôle prépondérant dans une organisation œuvrant dans un domaine spécialisé;
- Est affiliée à des organisations légalement autorisées qui exigent l'excellence de la part de leurs membres;
- Est reconnue par ses pairs, par des organismes gouvernementaux ou par des associations professionnelles, artistiques, sportives ou commerciales;
- A publié dans des revues universitaires ou spécialisées démontrant son expertise unique pour le Québec;
- A obtenu des prix nationaux ou internationaux à la suite d'une ou des réalisations, avoir réussi des concours ou avoir obtenu un brevet d'invention.

Le paragraphe 2° de l'article 58 du RIQ prévoit, quant à lui, que la personne ressortissante étrangère doit avoir présenté une demande de sélection permanente dans le cadre du PRTQ et atteindre tout seuil éliminatoire prévu par le *Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers* (chapitre I-0.2.1, r. 4) lors de l'attribution des points à l'égard des facteurs et critères de la Grille de sélection de l'immigration économique de l'Annexe A du RIQ.

L'Annexe A du *Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers* prévoit les seuils éliminatoires qui doivent être atteints pour pouvoir être sélectionné dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés. Ces seuils éliminatoires concernent :

- Le sous-facteur 1.1 Niveau de scolarité : 2 points.
- Le facteur 9- Capacité d'autonomie financière : 1 point.

Ainsi, pour que le ministre puisse sélectionner en dérogation une personne en vertu du paragraphe 2° de l'article 58 du RIQ, cette dernière doit obtenir, minimalement, deux points parmi les quatorze qui peuvent lui être attribués pour son niveau de scolarité, ainsi que le point qui est alloué à l'égard de la capacité financière. Pour plus de détails sur la démonstration de la capacité financière dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés, voir le Chapitre 3, section I – Programme régulier des travailleurs qualifiés.

S'il est établi que la personne satisfait aux exigences qui lui sont applicables - mentionnées plus haut -, sa demande de sélection permanente peut être examinée en dérogation en fonction des exigences de l'article 38 de la LIQ. Il est alors déterminé si la personne possède les caractéristiques nécessaires lui permettant de « s'établir avec succès au Québec ». Pour ce faire, une évaluation spécifique est réalisée dans chaque cas. Par exemple, il peut notamment être considéré, et ce de façon non cumulative, le fait que la personne :

- Occupe un emploi au Québec ou détient une offre d'emploi validée;
- Démonstre des connaissances linguistiques ou des démarches sérieuses en apprentissage du français;
- A des liens familiaux au Québec ;

- A joué ou joue un rôle prépondérant dans une organisation québécoise.

De plus, en vertu des articles 6 du *Règlement de la procédure en immigration* et 54 et 55 de la LIQ, la personne peut être convoquée en entrevue afin de déterminer si elle peut s'établir avec succès au Québec, présente un profil exceptionnel et/ou possède une expertise unique pour le Québec. Si la personne ne s'y présente pas, elle risque de voir sa demande refusée ou rejetée.

Les différents éléments de l'évaluation sont mentionnés à titre d'exemple. Ils ne sont pas cumulatifs et leur démonstration ne lie pas le ministre, celui-ci jouissant d'une large discrétion pour décider s'il sélectionne une personne en dérogation.

Il est à noter que les demandes de sélection permanente sont évaluées à partir des renseignements contenus dans le dossier ou obtenus au cours de l'entrevue, le cas échéant. Ainsi, deux personnes qui semblent posséder des profils similaires pourraient voir leurs demandes de sélection permanente examinées en dérogation et faire l'objet d'une décision différente.

4.2.3 Le cas particulier des aides familiaux résidents

Le Programme des aides familiaux résidents (PAFR) du gouvernement fédéral permettait aux personnes admises en vertu de ce programme de présenter directement une demande de résidence sur place, c'est-à-dire au Canada, auprès du gouvernement fédéral.

Ce programme n'acceptant plus de nouveaux demandeurs depuis le 1^{er} décembre 2014, les gouvernements du Québec et du Canada ont convenu de mesures transitoires pour poursuivre le traitement des demandes de résidence permanente des personnes qui avaient déjà été admises en vertu du PAFR ou sur le point de l'être.

Les personnes ayant été admises en vertu du PAFR peuvent ainsi présenter une demande de sélection permanente dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ). Pour plus de détails sur les procédures, se référer à la Note sur les procédures d'immigration ([NPI 2019-007](#)).

Toutefois, puisque ces personnes satisfont rarement aux facteurs et critères du PRTQ, le deuxième alinéa de l'article 118 du RIQ prévoit que l'exigence d'atteindre tout seuil éliminatoire prévu par le *Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers*, ne s'applique pas aux personnes qui séjournaient au Québec à titre d'aide familiale en date du 1^{er} août 2018.

Il ne faut pas confondre les aides familiales résidentes admises en vertu du PAFR (qui résident encore chez l'employeur) avec les personnes considérées comme aides familiales résidentes qui viennent offrir des soins à domicile en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Ces dernières ne sont pas concernées par les exceptions prévues à l'article 118 du RIQ.

4.3 Être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués

Une personne qui souhaite présenter une demande de sélection permanente dans le cadre du PRTQ doit déclarer son intérêt dans la plateforme Arrima et, ensuite, être invitée par le ministre à présenter une demande de sélection permanente. Pour des informations sur ce programme, consulter le GPI- Chapitre 3, section I – Programme régulier des travailleurs qualifiés.

En vertu des règles établies par la LIQ et le RIQ, le ministre détermine dans le cadre d'une décision publiée à la *Gazette officielle du Québec* les critères ou les groupes de critères sur la base desquels les personnes ressortissantes étrangères peuvent être invitées à présenter une demande de sélection. Il peut également effectuer un classement, notamment par l'application d'un pointage ou selon que les critères ou les groupes de critères d'invitation soient, ou non, satisfaits. Pour plus d'information sur les invitations, se référer au GPI- Chapitre 1- Gestion de la demande, section 1.1- Système de gestion des demandes d'immigration basé sur la déclaration d'intérêt.

En vertu de l'article 47 de la LIQ, le ministre peut, toutefois, inviter une personne à présenter une demande de sélection permanente sans que lui soient appliqués les critères d'invitation s'il est d'avis qu'elle est en mesure de contribuer, par son séjour ou son établissement, à la prospérité du Québec.

4.3.1 Processus pour être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation ne soient appliqués

La personne qui souhaite être invitée à présenter une demande de sélection permanente sans que ne lui soient appliqués les critères d'invitation en vigueur doit avoir déposé une déclaration d'intérêt dans la plateforme Arrima et celle-ci doit être toujours valide. Par la suite, elle doit envoyer, par la poste, une lettre à cet effet expliquant les raisons qui justifieraient une telle invitation et précisant le numéro de déclaration d'intérêt concernée, à l'adresse suivante

Direction du regroupement familial et de l'enregistrement
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
205-1200, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2X 0C9, CANADA

Cette demande est examinée en fonction des conditions prévues dans l'article 47 de la LIQ. Les éléments de l'examen sont développés plus en détail dans la section suivante (4.3.2 Éléments examinés dans une lettre demandant d'être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués).

Lorsque l'examen donne lieu à un avis favorable, une communication est transmise à la personne. Celle-ci sera alors invitée à présenter une demande de sélection permanente dans le cadre du

PRTQ lors d'un prochain exercice d'invitation du ministre. Dans le cas où une demande de sélection permanente est par la suite présentée, elle est examinée en fonction des exigences du programme. Pour plus de détails à ce propos, consulter le GPI- Chapitre 3, section I – Programme régulier des travailleurs qualifiés.

Le fait d'avoir été invitée à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués ne signifie pas que la demande de sélection permanente présentée sera systématiquement examinée en dérogation ou qu'elle sera acceptée.

4.3.2 Éléments examinés dans une lettre demandant d'être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués

À la réception de la lettre transmise par la personne souhaitant être invitée sans que les critères d'invitation lui soient appliqués, les éléments contenus dans la lettre et dans la déclaration d'intérêt sont examinés selon ce qui est prévu à l'article 47 de la LIQ. Ainsi, il est déterminé si la personne est en mesure de contribuer, par son séjour ou son établissement, à la prospérité du Québec.

La notion de prospérité du Québec peut comprendre les dimensions économique, culturelle ou sociale. Celles-ci peuvent être prises en compte différemment, selon le cas. Pour ce faire, une analyse spécifique est réalisée dans chaque cas. Par exemple, cette évaluation pourrait considérer le fait que la personne :

- Détient une formation dans un secteur porteur de l'économie québécoise ;
- Possède une expérience de travail qui contribue à la prospérité du Québec ;
- Démonstre un niveau d'intégration sociale et professionnelle significatif au Québec ;
- Démonstre des connaissances linguistiques ou des démarches en apprentissage du français.

Il faut noter que ces éléments, mentionnés à titre d'exemple, ne sont pas cumulatifs. La dérogation aux critères d'invitation est discrétionnaire et la démonstration des éléments mentionnés ne garantit nullement l'invitation de la personne.

En vertu des articles 54 et 55 de la LIQ, la personne peut être convoquée en entrevue pour qu'elle démontre la véracité des faits contenus dans ses déclarations. Si la personne ne s'y présente pas, elle ne sera pas invitée par le ministre sans que les critères de sélection ne lui soient appliqués.

4.3.3. Le cas des diplomates

L'article 48 de la LIQ prévoit que le gouvernement détermine par règlement les cas pour lesquels le ministre invite une personne ressortissante étrangère à présenter une demande de sélection permanente sans que lui soient appliqués les critères d'invitation.

Pour le moment, le RIQ ne prévoit qu'un seul cas d'exemption réglementaire des critères d'invitation, lequel vise les personnes ressortissantes étrangères séjournant au Québec pour des raisons diplomatiques. L'article 26 du RIQ prévoit, en effet, que le ministre invite à présenter une demande de sélection sans que lui soient appliqués les critères d'invitation, la personne qui a déposé une déclaration d'intérêt et qui séjourne au Québec à titre d'agent diplomatique, fonctionnaire consulaire, représentant ou fonctionnaire, dûment accrédité, d'un pays étranger ou de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou de l'une de ses agences ou d'un organisme intergouvernemental dont le Québec ou le Canada fait partie, ainsi que le personnel qui les accompagne. Cette personne doit exercer ses fonctions officielles au Québec.

Les personnes qui remplissent ces conditions sont invitées à présenter une demande de sélection permanente dans le cadre du PRTQ sans que les critères d'invitation leur soient appliqués.

Cette invitation ne garantit pas à la personne que la dérogation sera appliquée à la sélection ni qu'elle sera sélectionnée à titre permanent.

L'EXCEPTION RÉGLEMENTAIRE VISANT LES DIPLOMATES

Le gouvernement du Québec développe des politiques visant à favoriser l'établissement d'organisations internationales en territoire québécois. Ainsi, il consent aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, de même qu'à leurs employés, un ensemble d'avantages afin de faciliter leur établissement aussi bien que la réalisation de leur mandat. Des privilèges fiscaux, des immunités de juridiction et des prérogatives de courtoisie sont prévus conformément à la pratique internationale.

Lorsque le gouvernement du Québec accueille sur son territoire une **organisation internationale gouvernementale** (OIG), il se conforme à l'esprit de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations unies (1947) et des autres conventions internationales, telles que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961).

Dans ce cadre, le gouvernement du Québec s'engage généralement, dans des ententes signées, à faciliter la délivrance d'un certificat de sélection aux agents diplomatiques, fonctionnaires consulaires et représentants, d'un pays étranger, de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou d'un organisme intergouvernemental dont le Québec ou le Canada fait partie.

En vertu de l'article 26 du RIQ, le Ministère honore cet engagement en invitant à présenter une demande de sélection permanente sans appliquer les critères d'invitation, les personnes qui satisfont aux conditions prévues dans cet article.

En ce qui concerne les **organisations internationales non gouvernementales** (OING), le décret du gouvernement du Québec de 1988, qui constitue la base législative de la Politique d'accueil des organisations internationales, vise à offrir les meilleures conditions d'accueil possibles ainsi que d'autres avantages (prérogatives de courtoisie, exemptions fiscales, etc.)

aux organisations internationales non gouvernementales (OING), sous réserve d'un accord de reconnaissance avec le gouvernement du Québec.

Cette politique affirme que le gouvernement s'engage à *faciliter la délivrance d'un certificat de sélection* à un employé visé ainsi qu'à son conjoint et aux membres de sa famille désireux de s'établir au Québec de façon permanente, *sous réserve des conditions établies par la réglementation québécoise*.¹

Le personnel des OING, ne correspondant pas aux catégories indiquées dans l'article 26 du RIQ, n'est pas visé par l'exception réglementaire qui y est prévue.

Ainsi, la possibilité d'inviter une personne séjournant au Québec, employée par une OING reconnue par le Québec et faisant l'objet d'une entente, à présenter une demande de sélection permanente sans appliquer les critères d'invitation, est analysée en vertu de l'article 47 de la LIQ.

Dans ce cas, la personne doit suivre la procédure indiquée dans la section 4.3.1 Processus pour être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués. Il est alors déterminé si la personne est en mesure de contribuer par son séjour ou son établissement à la prospérité du Québec. Pour les détails de cette analyse, se référer au point 4.3.2 Éléments examinés dans une lettre demandant d'être invité à présenter une demande de sélection permanente sans que les critères d'invitation soient appliqués.

5. L'APPLICATION DU POUVOIR DE DÉROGATION DÉFAVORABLE

Les articles 37 et 38 de la LIQ prévoient également que le ministre peut, sous certaines conditions, refuser de sélectionner une personne ressortissante étrangère à titre temporaire ou permanent, même si elle satisfait à l'ensemble des conditions prévues par règlement. Ce pouvoir est exceptionnel et, contrairement au pouvoir de dérogation favorable, il concerne toutes les catégories d'immigration temporaire et permanente. Ainsi, toute demande de sélection peut faire l'objet d'une décision de refus dans le cadre d'une dérogation défavorable.

5.1 Processus d'examen d'une demande de sélection en appliquant le pouvoir de dérogation défavorable

Si, lors de l'examen de la demande de sélection, il est considéré que le recours au pouvoir de dérogation pour refuser une demande de sélection présentée est justifié en fonction des conditions prévues dans la LIQ, une lettre d'intention de refus est transmise à la personne visée

¹ Politique d'accueil des organisations internationales <https://www.quebec.ca/gouvernement/relations-internationales/politique-accueil-organisations-internationales#c229837>

dans la demande de sélection permanente. Cette lettre communique les motifs qui justifient la décision ainsi que la teneur des plaintes et oppositions qui la concernent, le cas échéant.

Les fondements d'un tel avis sont développés dans la section suivante 5.2 Éléments examinés dans le cadre d'une demande de sélection en dérogation défavorable.

Lorsque le refus s'appuie sur un motif d'intérêt public, cette lettre informe également la personne de la nature du ou des motifs d'intérêt public invoqués.

La personne a ensuite l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier ou faire valoir ses arguments à l'intérieur de la période indiquée dans la lettre d'intention de refus et en suivant les instructions qui y sont mentionnées. Les nouveaux éléments sont examinés à la réception de la réponse de la personne.

Si les nouveaux éléments ne permettent pas de changer l'intention communiquée dans l'avis à la personne, la décision de refus en dérogation est rendue et communiquée à la personne.

En revanche, si les éléments apportés par la personne permettent le changement d'intention et ainsi de rendre une décision différente, celle-ci est transmise à la personne.

5.2 Éléments examinés dans le cadre d'une demande de sélection en dérogation défavorable

En vertu de l'article 37 de la LIQ, le ministre peut refuser de consentir au séjour d'une personne ressortissante étrangère qui satisfait à l'ensemble des conditions prévues par règlement s'il a des motifs raisonnables de croire que ce séjour au Québec serait contraire à l'intérêt public.

En vertu de l'article 38 de la LIQ, le ministre peut également refuser de sélectionner à titre permanent une personne ressortissante étrangère qui satisfait à l'ensemble des conditions déterminées par règlement s'il a des motifs raisonnables de croire que ce ressortissant étranger n'a que peu de possibilités de s'établir avec succès au Québec ou que son établissement serait contraire à l'intérêt public.

L'examen de l'opportunité de refuser une demande de sélection en dérogation défavorable s'appuie donc sur trois notions fondamentales, soit celles de *motifs raisonnables de croire* et d'*intérêt public*, applicables aux demandes de sélection temporaires et permanentes, et celle référant au *peu de possibilités de s'établir avec succès au Québec*, exclusive à la sélection permanente.

La notion de *motifs raisonnables de croire* est entendue par le Ministère comme une croyance basée essentiellement sur un fondement objectif reposant sur des renseignements concluants et dignes de foi. Ainsi, pour que le ministre refuse en dérogation une demande de sélection en

appliquant son pouvoir de dérogation, les informations qui justifient sa conclusion doivent être plus que de simples soupçons.

Quant à la notion *d'intérêt public*, ne faisant pas l'objet d'une définition fixe dans les lois québécoises et étant une notion générale, souple et évolutive en fonction des contextes législatif et social, elle doit être comprise comme portant sur l'intérêt de la société en général. Ainsi elle peut référer, par exemple, à la promotion du terrorisme, de la violence ou d'activités criminelles graves, ces exemples n'étant ni exclusifs ni cumulatifs. Il est donc évalué, selon chaque cas, si suffisamment d'éléments concluants concernant la personne visée par la demande de sélection peuvent être considérés comme affectant l'intérêt public du Québec.

Dans le cadre d'une demande de sélection permanente, le refus en dérogation peut s'appliquer également lorsque le ministre a des motifs raisonnables de croire que la personne a *peu de possibilités de s'établir avec succès au Québec*. Cet élément est évalué en fonction des éléments du dossier ou de l'entrevue, le cas échéant.

Une décision de refus de sélection en dérogation est exceptionnelle.

